

**Charly Gabriel Mbock, député UPC :**  
**“ Le Cameroun est pris en otage  
par les administrateurs civils ”**

***Question : Vous avez adopté le budget 2007 qui s'élève à 2.251 milliards. Et lors de la session plénière des questions orales de lundi, vous avez relevé l'inquiétude selon laquelle nous avons des gestionnaires de consommation et non de production. Comment appréciez-vous cette enveloppe budgétaire ?***

**Réponse :**

Je confirme mon inquiétude comme parlementaire et comme citoyen du Cameroun. Ce budget inquiète parce que sa structure ne permet pas de voir l'impulsion donnée à la production des richesses au Cameroun. C'est pour cela que j'ai estimé que c'était un budget de consommation ou de fonctionnement et non un budget de production et d'investissement. Un seul exemple : le budget est essentiellement bâti sur les impôts et les taxes, sur les ressources pétrolières et forestières. Cela veut dire que nous ne voyons pas ce qu'on gagne à produire le cacao, ce que la production du café nous apporte. Les ressources comme le pétrole et les forêts sont des ressources naturelles. Donc, condamnées à être sécurisées à plus ou moins brève échéance. Lorsque vous battez votre budget sur l'exploitation des ressources naturelles et non sur la production des richesses nouvelles, vous vous condamnez à l'asphyxie à plus ou moins brève échéance. Le Cameroun a plus besoin de la production aujourd'hui. Cette situation de malaise de mon point de vue s'explique. Le Cameroun est pris en otage par une catégorie de hauts fonctionnaires qu'on appelle les administrateurs civils. Heureusement que j'ai des amis dans ce corps-là qui m'expliquent qu'**un administrateur civil n'est formé à aucune compétence de production. Il est formé à gérer l'existant. Donc les biens produits par d'autres.** Et comme il gère les biens, le réflexe c'est d'estimer qu'il a des droits et qu'il peut s'attribuer des avantages. Le travers de cette situation est que très rapidement, on s'arroge des droits et des avantages que même les producteurs eux-mêmes ne peuvent pas avoir. Voilà pourquoi devant le gouvernement et la représentation nationale, **j'ai regretté que nous ayons des gestionnaires et non des producteurs, des administrateurs qui ont une intelligence de consommation et non une intelligence de production.** C'est la formation qu'ils ont qui les condamne à ce genre de réflexe, parce que cette intelligence de consommation dégénère très rapidement en intelligence de rapine. Voilà ce dont l'économie du Cameroun souffre, très profondément. Je crois qu'il faut revoir le moule qui forme ceux qui sont en charge de la fortune publique, ceux qui sont en charge de l'exécution de la politique nationale. Parce que lorsque le président de la République dénonce l'inertie et les goulots d'étranglement. Il ne dénonce pas le cacaoculteur, ni le planteur de café. Il dénonce plutôt celui-là, qui par une nomination se retrouve dans une position de signature mais qui bloque un dossier dans lequel il ne trouve pas son compte. On étrangle ainsi l'économie parce qu'on administre. Le drame que le Cameroun connaît est essentiellement administratif.